

**Assises bio 10 octobre 2012**

**Intervention de Stéphane LE FOLL, Ministre de l'agriculture**

Merci, d'abord, pour cette invitation à cette discussion et à la définition d'un plan pour développer l'agriculture biologique.

Je voudrais, d'abord, indiquer que le ministre de l'Agriculture que je suis a une ambition globale sur la question de l'agriculture qui prend en compte l'agriculture biologique et qui prend aussi en compte l'ensemble de l'agriculture. Je me suis souvent exprimé pour dire que ce n'était pas simplement de développer les surfaces en bio qui réglerait le problème de l'agriculture dans sa durabilité, dans sa conception globale, que, si on devait développer l'agriculture bio, il fallait aussi qu'avance, de manière générale et globale, dans l'ensemble de l'agriculture, l'idée que la durabilité, l'autonomie, l'économie dans les intrants soit partagée par l'ensemble des types d'exploitation.

C'est dans cet esprit-là que je travaille depuis le début et que je vais lancer un processus qui s'appellera « Produisons autrement ». Il ouvrira, d'abord, lors d'une première journée de discussions, de débats et de contributions sur l'idée que je me fais de la nécessaire évolution des modèles de production de l'agriculture. Je reprendrais, d'ailleurs, l'idée du certificat de diminution des intrants qui me paraît une belle idée, c'est-à-dire qu'il faut qu'on arrive à mobiliser tout le monde avec des objectifs qui permettent à chacun de comprendre que, en agriculture, il faut produire mais que ce n'est pas le volume de production qui doit être l'élément déterminant de la marge brute à l'hectare au bout du compte. On peut produire mais, l'intérêt, aussi, c'est de pouvoir économiser ce qu'on consomme puisque, au bout du compte, ça permettra d'avoir des marges plus importantes. Donc, c'est ça l'esprit dans lequel je m'inscris depuis le départ.

J'ai bien vu, dans la petite question à la fin, sur la troisième voie, le petit signal qui consisterait à penser qu'il y aurait une opposition de ma part entre la bio, le conventionnel et puis la voie du milieu qui serait nouvelle. Je pense, au contraire, que la bio a été précurseur de ce qui va se passer de manière globale mais que je ne peux pas me contenter d'un débat dual : d'un côté, la bio, de l'autre côté, le conventionnel. Moi, j'essaie d'ouvrir une troisième voie qui consiste à dire qu'il faut qu'on étende la problématique de la durabilité à l'ensemble de l'agriculture. Là dedans, l'agriculture bio, bien sûr, a non seulement une place mais a été dans les principes, dans la manière dont elle a abordé la production, pionnier d'une démarche qui doit être beaucoup plus globale et générale. C'est ça qui est l'idée de la troisième voie. Elle est politique ! Ce n'est pas simplement trouver, au milieu de deux éléments, une voie ou une agriculture nouvelle.

Je pense que, l'agriculture nouvelle, elle a besoin, dans un gradient qui part de la bio vers des modèles plus durables, d'être sortie du débat qui consiste, aujourd'hui, souvent, à considérer que, si on veut faire de l'écologie, on ne peut pas faire d'économie et, si on fait de l'économie, bien sûr, on ne fait pas d'écologie. Et, par définition, ceux qui sont les plus opposés à la bio considèrent que, de toutes façons, ça ne peut pas être économiquement viable, ce qui n'est pas vrai puisque vous êtes là, et vous l'avez dit, pour prouver le contraire.

Donc, il faut qu'on continue à développer l'agriculture biologique. C'est l'objectif du plan bio. Et, plutôt que de parler de plan bio, ça ne fait pas très joli, je préfère qu'on parle « d'ambition pour l'agriculture biologique ». Ce qu'on va sortir en 2013, au mois de juin, ça doit être une ambition pour l'agriculture biologique, pas simplement un plan parce que, un plan, il laisse entendre que, la seule question qui est posée, c'est le niveau de la production. Je me rappelle, d'ailleurs, du Grenelle de l'Environnement, quel était l'objectif, c'était de développer des surfaces en agriculture biologique à hauteur de 20 % de la SAU. C'est symptomatique de l'idée qu'on se fait que, l'agriculture bio, c'est uniquement la question de la production.

Alors que, ce que je crois être vrai, et je crois que c'est ce qui a été aussi l'objet des discussions que vous avez eues toute la journée, c'est que, l'agriculture bio, pour que ça soit une ambition, c'est la production, certes, mais c'est la transformation et puis c'est la question commerciale derrière. L'un n'ira jamais sans l'autre.

Vous pouvez produire beaucoup mais, si vous ne trouvez personne pour acheter, ça risque très vite de poser un problème. Ou, si vous produisez beaucoup et que les prix commencent à baisser de manière très sérieuse, ça risque de poser le problème des conditions de la production. Donc, l'ambition pour l'agriculture biologique, c'est bien d'amener à un processus global de développement de l'agriculture biologique, et donc de produits biologiques, mais aussi de permettre à ces produits d'être transformés, ensuite commercialisés et d'être achetés. C'est cet équilibre-là et c'est pour ça que je préfère parler d'un plan pour une ambition pour l'agriculture biologique et pas simplement d'un plan bio.

Ca sera l'objet des tables rondes régionales qui vont être engagées dès novembre où, moi, je souhaite que l'ensemble du diagnostic qui peut être fait sur ce qui se fait de bien et ce qui se développe aujourd'hui soit la base sur laquelle on construise, ensuite, l'étape nouvelle qu'on entend mettre en route ensemble. Et, là, on le sait, c'est pour ça qu'on a choisi des assises régionales, il y a des disparités régionales. Il y a des endroits où ça marche excellemment bien. On parlait de la Drôme tout à l'heure : oui, la Drôme marche très bien. Mais, ce qu'il faut, c'est qu'on arrive, au travers de la discussion qu'il y aura dans ces tables rondes régionales, à avoir une ambition plus globale, là encore, sur l'ensemble du territoire. C'est ça, l'enjeu de ces tables rondes régionales. Et, au bout de cet ensemble, à la fois, de diagnostic, de bilan sur ce qui a fonctionné et sur ce qu'on doit engager pour se développer à nouveau, on tirera un ensemble de conséquences au mois de juin 2013 avec cette ambition pour l'agriculture bio qui doit être affirmée d'une manière très claire.

Si je suis venu cet après-midi, c'est pour le dire. Ca fait partie des axes stratégiques que j'entends porter.

Alors, je le disais, il y a trois niveaux. Il y a la question de la production et, là, les objectifs qui avaient été définis par le Grenelle, je les ai déjà commentés. Je sais qu'on n'est pas arrivé là où on devait arriver, rien que pour l'année 2012, et que les objectifs à 20 % sont encore loin. A la conférence environnementale a été évoquée l'idée du doublement des surfaces produites en bio dans le quinquennat. C'est-à-dire que c'est le minimum. Mais, moi, je ne m'attache pas uniquement à tous ces objectifs parce qu'on a tellement raisonné sur objectifs depuis pas mal d'années, parce qu'il fallait essayer d'imposer dans le débat des choix, et, pour les imposer dans le débat, on fixait des chiffres sur lesquels chacun pouvait s'accrocher. Ca marche des fois mais ça échoue aussi. Donc, je pense que, sur les surfaces, sur la question de la production, l'objectif du doublement dans le quinquennat est un objectif qu'on doit partager tous ensemble. C'est un objectif minimal qui permet de se donner une perspective. Mais je préfère être comme ça, par étapes, stratégique, à la fois en dynamique, quitte à dépasser les objectifs, que d'être avec des objectifs qui sont tellement ambitieux que, au bout du compte, on ne les réalise pas et on se dit « Ah, il y a quelque chose qui ne va pas ». Il faut que ça marche. Pas la peine de se revoir tout le temps pour dire « Ca ne va pas ». Il vaut mieux se revoir de temps en temps pour dire « Ca va bien » et, d'ailleurs, cette journée, me semble-t-il, elle a eu aussi ce mérite de montrer que, dans l'agriculture biologique, les choses bougent et les choses évoluent.

Le deuxième point, c'est toute la question de la transformation et, là, c'est vrai qu'il y a une question de filière à organiser et la question des interprofessions, par définition, pourra se poser. Il faut que les filières s'organisent. Ca fait partie du deuxième objectif qu'on doit se fixer : produire, transformer. Sur cette question de la transformation, il y a des débats. Mais, soyez convaincus d'une chose, il y aura, là aussi, toutes les possibilités d'ouverture entre la petite transformation de produits bio peu transformés, des produits bio plus transformés, voire de produits extrêmement élaborés. Il ne faut pas en avoir peur. Moi, je me bats tous les

jours contre ce débat sur la grande question de l'industrie agroalimentaire. Il y aurait eu une révolution industrielle, elle se serait faite en dehors de l'agriculture. Eh bien, non, elle s'est faite aussi dans l'agriculture et l'agroalimentaire. Et, dans la bio, vous verrez que, au fur et à mesure qu'elle se développera, il y aura, là aussi, toutes les possibilités d'ouverture, entre les plus petites transformations, je le disais, les moyennes et puis les produits les plus élaborés. Et, ça, ça se construit. La question des interprofessions, la question des industries, la question de la coopération, doivent être mises comme un deuxième objectif.

Produire, c'est les surfaces, c'est les producteurs, c'est la matière première. Transformer, ça fait partie du deuxième objectif. Et, là, il y a des choses qui existent et j'entends bien, dans les tables rondes qui auront lieu et après les discussions qu'on a eues, avoir des propositions qui soient faites pour qu'on puisse développer cette transformation.

Et puis, après, il y a les marchés, c'est-à-dire ceux qui achètent, et, là, il y en a deux types. Vous l'avez évoqué. J'étais là quand une dame s'exprimait sur ce qu'on pourrait appeler « des marchés captifs », c'est-à-dire des marchés publics, sur lesquels il faut qu'on garantisse à l'agriculture bio une partie de ces marchés parce qu'on sait qu'il y a là des éléments à la fois de qualité de la production et, en même temps, de localisation de cette production. Et je sais, d'ailleurs, que les collectivités locales, beaucoup de collectivités locales, leur problème n'est pas un problème d'achat, c'est de trouver l'offre qui correspond à leurs besoins. Je reviens, d'ailleurs, à la première question. Si non seulement il faut produire, il faut transformer et puis il faut pouvoir fournir, et ce n'est pas toujours le cas. Et, plus on développe ces processus, plus on peut, effectivement, avoir aussi des effets sur les prix puisque, plus ça se développe, plus, normalement, une partie de ce que sont les coûts fixes finissent par baisser et on a un accès plus facile à une production de produits biologiques. Donc, cette idée des marchés publics devra être aussi posée et il y a un certain nombre de questions qu'il faudra qu'on revoit sur les achats, ça a été évoqué, hôpital, CROUS... Il faut que l'agriculture bio puisse avoir accès à ces marchés.

Et puis, après, il y a, il y a tout le reste. Alors, il y a les filières de commercialisation traditionnelles de la bio qui existent et qu'il faut préserver, structurer et continuer à développer. Et puis, il y a eu aussi, je crois, ce matin, des discussions avec, plus largement, les filières traditionnelles de distribution et, en particulier, ce qu'on appelle « la grande distribution », sur laquelle vous avez déjà travaillé et sur laquelle il faudra aussi conforter les débouchés qui doivent être offerts pour favoriser cette démarche de filière.

Donc, cette ambition pour l'agriculture bio, elle porte sur les trois sujets : la production, la transformation et puis la commercialisation.

Je voudrais dire un point sur les éléments plus de réflexion sur la manière d'aborder tous ces sujets. Vous avez souvent dit dans vos interventions le lien entre la production de l'agriculture biologique et le consommateur. Moi, je pense que, entre l'agriculture et le consommateur, il y a un intermédiaire qui n'est pas le même, qui est le citoyen. La question de la durabilité, de la transition écologique, la question posée par l'avenir de nos sociétés, le développement nouveau qu'il faut mettre, cette transition énergétique aussi qu'on est en train de mettre en place, ça ne concerne pas directement le consommateur. Il ne faut pas se tromper. Ça concerne, d'abord, le citoyen. Quand on s'adresse, en termes de politique, sur ces sujets-là, mode de développement, développement de nos sociétés, c'est, d'abord, au citoyen qu'on s'adresse. Et, je suis désolé de le dire, quelquefois, le citoyen n'est pas forcément en harmonie avec le consommateur qui, lui, pour des raisons de pouvoir d'achat, peut avoir des arbitrages qui ne sont pas forcément les mêmes quand il consomme que quand il débat. Et, l'agriculture biologique, elle doit s'adresser et au citoyen – c'est la question de la durabilité – et au consommateur, c'est la question de l'organisation, la qualité des produits, leur garantie sanitaire et, ça, c'est impératif parce que on sait les risques qu'on prend.

A partir du moment où on développe des productions, je suis bien placé pour le savoir, le moindre problème sanitaire, c'est quelque chose qui revient très vite dans la responsabilité qui est la nôtre de s'assurer que les règles et les normes nécessaires pour pouvoir garantir cette sécurité alimentaire sont respectées, l'étiquetage étant, là, un élément majeur. Le respect des cahiers des charges, c'est très important. On a vu, il y a quelques années, sur la bio, des produits qui s'appelaient « bio » et qui ne l'étaient pas vraiment. Il n'y a rien de pire pour détourner des consommateurs et faire douter des citoyens que de ne pas respecter ce que sont les cahiers des charges. Donc, ça, c'est très important, à la fois, sur le cahier des charges et les normes européennes et puis les normes spécifiques qui sont les nôtres ici en France. Il faudra aussi des moyens, pour garantir le respect de l'ensemble de ces normes.

Donc, cette ambition bio, elle est là sur ces trois grands éléments : la production, la transformation, l'organisation et la commercialisation.

Et il va de soi que, sur la question de la localisation de la production, l'agriculture biologique, l'agriculture périurbaine sont au cœur d'un vrai débat. Il y a des grands marchés périurbains et urbains. Il faut qu'on relocalise une partie de la production agricole et alimentaire dans ces grands marchés. Ça vaut pour l'agriculture bio, comme ça vaut aussi pour d'autres agricultures... mais pour l'agriculture bio en particulier, ça a été dit, et je pense que c'est très important.

Et je souhaite, d'ailleurs, que dans toute la réflexion qui est engagée à ma demande, par Bertrand HERVIEU et Marion GUILLOU sur le grand projet des groupements d'intérêts économiques et environnementaux, c'est-à-dire comment on regroupe de manière collective des producteurs pour pouvoir porter des ambitions à la fois économiques et écologiques, l'agriculture biologique ait toute sa place.

Quand je dis « ambition pour l'agriculture biologique », il faut que je donne aussi un certain nombre de réponses sur les questions budgétaires qui sont posées, à la fois sur l'aide aux agriculteurs qui sont en transition et qu'il faut maintenir, dans un contexte budgétaire - je vous le dis quand même - où rien n'est facile. Le moindre million d'euros, ça se compte avec Bercy tous les jours. Mais il faut qu'on ait, là aussi, une certaine cohérence avec l'ambition que l'on porte et c'est pour ça que, sur les questions budgétaires, je veux prendre, ici, devant vous, un certain nombre d'engagements sur cette aide aux agriculteurs. Il faut qu'elle soit maintenue et j'en prends l'engagement devant vous cet après-midi.

De la même manière, dans le cadre de la réforme de la PAC, il faudra qu'on ait une attention aussi sur la question de l'agriculture biologique, même si, la réforme de la PAC, ça porte sur tout le reste : la convergence des aides, et donc la redistribution qui pourra être faite et dans quelles conditions se fait cette redistribution, sur le verdissement des aides... Il va de soi que toutes les exploitations bio seront vertes par définition.

Comment va s'organiser le niveau des aides de façon globale ? C'est un débat qui est en cours mais je veillerai aussi, sur ce sujet-là, à faire en sorte que l'agriculture bio y soit parfaitement intégrée.

Le crédit d'impôt pour les agriculteurs bio, je sais que c'est un sujet qui est aussi évoqué. Je fais, et les négociations sont en cours pour que, dans la loi de finances rectificative, tout ça soit confirmé parce que je pense qu'on en a besoin. C'est aussi des signaux qu'il faut envoyer.

On a ensuite toute la question sur les Agences de l'eau et sur toutes ces aides possibles et, là, je pense qu'il faut qu'on travaille avec le Ministère de l'Ecologie parce que je crois qu'il y a des moyens sur les zones de captage, sur pas mal de sujets, à mobiliser une partie de ce que sont les budgets des Agences. Moi, je pense que c'est important.

Il y a le Fonds avenir bio, je le disais tout à l'heure. Je pense, en termes de structuration de filière, qu'il faut qu'on ait un objectif pour maintenir ce fonds parce que ça fait partie des enjeux, on le disait tout à l'heure de manière très claire, d'avoir des moyens pour structurer.

Il y aura, bien sûr, le débat avec la Banque publique d'investissement où on va être obligés de fixer des priorités, drainer une épargne pour l'affecter dans des domaines où il y a des ambitions en termes de production et de créations d'emploi, et d'innovation d'ailleurs. Et je pense que on a des choses à faire et, là non plus, la bio il ne faut pas qu'elle se réfrène. On n'est pas simplement là pour répondre à des marchés locaux. Je vois dans les documents que vous m'avez remis qu'on a des exportations en Grande-Bretagne pour du poulet bio. Parce que, là, je vais vous le dire quand même, les Britanniques, sur le bien-être animal, avec les poulets en cage et tout ça, en tant que député européen, je les connais. C'est des normes de bien-être, très bien. Mais, quand il s'agit de leur faire acheter des poulets qui gambadent dans la campagne, ça, ils ne font pas. Ils veulent des normes de plus en plus strictes au nom du bien-être pour les productions industrielles, mais vous leur proposez des poulets de qualité qui peuvent courir, pendant 80 jours en plus, eh bien là, non. Donc, là, on a des efforts à faire aussi pour faire passer nos messages pour faire en sorte que ces productions de qualité puissent être aussi reconnues ailleurs qu'en France. Parce que il n'y a pas de raison que la production de bio n'ait pas aussi une ambition pour répondre à des besoins ailleurs et je trouve que c'est normal, qu'il faut qu'on arrête d'être rabougri dans son ambition.

Si on parle d'une ambition pour l'agriculture bio, il faut la porter, en termes de production, je l'ai dit, de transformation, de commercialisation, mais aussi de possibilités qu'on a d'exporter. On importe bien, aujourd'hui – combien ? – 30 % de notre consommation bio. On progresse, tant mieux. Donc, il faut continuer de progresser. Je ne vous parle pas de la question de la balance commerciale, mais vous le savez quand même qu'un grand pays comme le nôtre ne peut pas se contenter de dire « Si je ne produis pas, ce n'est pas grave, je vais importer », parce que tout ce qu'on ne produit pas et qu'on importe, c'est quelque chose qu'on paie mais, un jour, on aura un problème pour payer ce qu'on veut acheter et qu'on veut importer. Donc, il faut qu'on ait cette ambition. C'est important. Et, je le pense, cette ambition globale d'un redressement productif, eh bien l'agriculture bio, y a sa place.

Et puis, il y a tout ce qui est autour de l'animation bio : le rôle des directions régionales, là, on va refaire passer les messages.

Il faut qu'il y ait, pas simplement un plan bio, parce que, un plan, ça fait assez plan, par définition, mais une ambition, c'est mieux, ça fait mouvement. C'est ça qu'il faut qu'on fasse ensemble, c'est qu'on fasse mouvement. Voilà ce que je voulais vous dire.

J'ai confiance, j'ai confiance dans cette filière, j'ai confiance dans les capacités de cette filière à se développer, j'ai confiance dans les acteurs de cette filière, que ça soit les producteurs, que ça soit les transformateurs, que j'ai rencontrés, que j'ai trouvés d'un dynamisme qui m'a beaucoup impressionné, que ça soit les collectivités locales, qui sont là, les Régions en tête.

Et donc, je pense qu'on a, j'en reviens à ce que je disais tout à l'heure, une ambition pour l'agriculture bio à porter. Ça sera l'objectif des discussions qui vont avoir lieu en région dès début novembre et puis des conclusions qu'on en tirera au mois de juin. Voilà, en tout cas, en tant que ministre de l'Agriculture, ce que je voulais vous dire. Je compte, bien sûr, sur votre travail pour que, au mois de juin, on ait vraiment cette capacité d'offrir une vraie perspective de développement à l'agriculture biologique. Merci.